

Québec, le 2 décembre 2020

PAR COURRIEL

Objet : Demande d'accès à des documents administratifs
Notre dossier : 16310/20-214

Madame,

La présente a pour objet de faire le suivi de votre demande d'accès, visant à savoir quelles commissions scolaires embauchent obligatoirement un sauveteur lorsque les cours d'éducation physique ont lieu à la piscine.

Vous trouverez en annexe un tableau présentant le nombre de surveillants-sauveteurs par centre de services scolaire ou par commission scolaire. Ce poste est indexé dans le Plan de classification du personnel de soutien. Nous vous invitons à consulter sa description à l'adresse suivante :

https://cpn.gouv.qc.ca/wpcontent/uploads/sites/2/2018/11/2017_10_30_Plan_Class_Soutien_10_nov_2015_signets.pdf

La Régie du bâtiment du Québec est l'organisme responsable de l'application du Règlement sur la sécurité dans les bains publics. Nous vous invitons à consulter le site internet de la Régie, lequel comporte une section complète sur les lieux de baignade, incluant la réglementation et les règles de sécurité applicables :

<https://www.rbq.gouv.qc.ca/domaines-dintervention/lieux-de-baignade.html>

... 2

Conformément à l'article 51 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, RLRQ, c. A-2.1, nous vous informons que vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez ci-joint une note explicative à cet effet.

Veillez agréer, Madame, nos salutations distinguées.

La responsable de l'accès aux documents,

Originale signée

Ingrid Barakatt
IB/JC/mc

p. j. 2

*Nombre d'individus et d'ETP pour le corps d'emploi «surveillant-sauveteur»
 Pour l'ensemble des centres de services scolaires et commissions scolaires
 (incluant les commissions scolaires Crie et Kativik)
 Année scolaire 2018-2019*

		IND	ETP
712000	des Phares	4226 Surveillant-sauveteur	3 0,01
723000	des Rives-du-Saguenay	4226 Surveillant-sauveteur	5 0,06
724000	De La Jonquière	4226 Surveillant-sauveteur	5 0,72
731000	de Charlevoix	4226 Surveillant-sauveteur	10 0,73
741000	du Chemin-du-Roy	4226 Surveillant-sauveteur	24 1,70
742000	de l'Énergie	4226 Surveillant-sauveteur	4 0,11
752000	de la Région-de-Sherbrooke	4226 Surveillant-sauveteur	7 0,02
753000	des Sommets	4226 Surveillant-sauveteur	11 0,49
761000	de la Pointe-de-l'Île	4226 Surveillant-sauveteur	9 4,58
763000	Marguerite-Bourgeoys	4226 Surveillant-sauveteur	12 1,07
771000	des Draveurs	4226 Surveillant-sauveteur	7 1,82
772000	des Portages-de-l'Outaouais	4226 Surveillant-sauveteur	1 0,00
773000	au Coeur-des-Vallées	4226 Surveillant-sauveteur	3 0,05
782000	de Rouyn-Noranda	4226 Surveillant-sauveteur	8 0,82
783000	Harricana	4226 Surveillant-sauveteur	11 0,32
784000	de l'Or-et-des-Bois	4226 Surveillant-sauveteur	12 0,16
785000	du Lac-Abitibi	4226 Surveillant-sauveteur	8 0,14
791000	de l'Estuaire	4226 Surveillant-sauveteur	19 0,69
792000	du Fer	4226 Surveillant-sauveteur	12 0,06

Source : PERCOS-Bloc2

*Un individu peut être compté plus d'une fois

*Nombre d'individus et d'ETP pour le corps d'emploi «surveillant-sauveteur»
 Pour l'ensemble des centres de services scolaires et commissions scolaires
 (incluant les commissions scolaires Crie et Kativik)
 Année scolaire 2018-2019*

		IND	ETP
812000 des Chic-Chocs	4226 Surveillant-sauveteur	8	0,37
821000 de la Côte-du-Sud	4226 Surveillant-sauveteur	1	0,00
823000 de la Beauce-Etchemin	4226 Surveillant-sauveteur	16	0,24
831000 de Laval	4226 Surveillant-sauveteur	9	2,61
841000 des Affluents	4226 Surveillant-sauveteur	3	0,80
842000 des Samares	4226 Surveillant-sauveteur	2	0,63
851000 de la Seigneurie-des-Mille-Îles	4226 Surveillant-sauveteur	2	1,30
852000 de la Rivière-du-Nord	4226 Surveillant-sauveteur	4	1,16
854000 Pierre-Neveu	4226 Surveillant-sauveteur	6	0,02
862000 de Saint-Hyacinthe	4226 Surveillant-sauveteur	4	0,45
863000 des Hautes-Rivières	4226 Surveillant-sauveteur	14	1,73
864000 Marie-Victorin	4226 Surveillant-sauveteur	7	3,06
865000 des Patriotes	4226 Surveillant-sauveteur	5	0,78
869000 des Trois-Lacs	4226 Surveillant-sauveteur	12	0,59
873000 des Chênes	4226 Surveillant-sauveteur	1	0,33
885000 Sir-Wilfrid-Laurier	4226 Surveillant-sauveteur	4	0,17
887000 English-Montreal	4226 Surveillant-sauveteur	3	2,30
888000 Lester-B.-Pearson	4226 Surveillant-sauveteur	1	0,59
Total CSS/CS		273	30,69

Source : PERCOS-Bloc2

*Un individu peut être compté plus d'une fois

Avis de recours

À la suite d'une décision rendue en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (la Loi).

Révision par la Commission d'accès à l'information

a) Pouvoir :

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision. La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

Québec	525, boul René-Lévesque Est Bureau 2.36 Québec (Québec) G1R 5S9	Tél. : 418 528-7741 Numéro sans frais 1 888 528-7741	Télec. : 418 529-3102
Montréal	500, boul. René-Lévesque Ouest Bureau 18.200 Montréal (Québec) H2Z 1W7	Tél. : 514 873-4196 Numéro sans frais 1 888 528-7741	Télec. : 514 844-6170

b) Motifs :

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais :

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).